



Séance ordinaire du jeudi 26 avril 2018

L'an deux mille-dix-huit et le vingt-six avril, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Philippe SAUREL.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Lorraine ACQUIER, Geniès BALAZUN, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Sabria BOUALLAGA, Thierry BREYSSE, Anne BRISSAUD, Rosy BUONO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michelle CASSAR, Gérard CASTRE, Chantal CLARAC, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Perla DANAN, Catherine DARDE, Titina DASYLVA, Henri de VERBIZIER, Jean-Marc DI RUGGIERO, Michèle DRAY-FITOUSSI, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Michel FRAYSSE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Isabelle GUIRAUD, Claire JABADO, Sonia KERANGUEVEN, Pascal KRZYZANSKI, Alex LARUE, Max LEVITA, Chantal LÉVY-RAMEAU, Eliane LLORET, Jean-Marc LUSSET, Mustapha MAJDOUL, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Jean-Luc MEISSONNIER, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Arnaud MOYNIER, Marie-Christine PANOS, Gilbert PASTOR, Eric PENSO, Véronique PEREZ, Eric PETIT, Thierry QUILES, Joël RAYMOND, René REVOL, Jean-Pierre RICO, Henri ROUILLEAULT, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Jean-Luc SAVY, Noël SEGURA, Sauveur TORTORICI, Isabelle TOUZARD, Joël VERA, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEUS.

Absents ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Jean-Marc ALAUZET, Véronique DEMON, Aline DESTAILLATS, Thierry DEWINTRE, Carole DONADA, Julie FRÊCHE, Jean-Pierre GRAND, Clare HART, Régine ILLAIRE, Laurent JAOUL, Cyril MEUNIER, Béatrice MICHEL, Caroline NAVARRE, Bernard TRAVIER.

Absents :

Fabien ABERT, Jean-François AUDRIN, Pierre BONNAL, Djamel BOUMAAZ, Jacques DOMERGUE, Pierre DUDIEUZERE, Jean-Noël FOURCADE, Isabelle GIANIEL, Stéphanie JANNIN, Gérard LANNELONGUE, Audrey LLEDO, Eric PASTOR, Yvon PELLET.

Prévention des risques majeurs et gestion des milieux aquatiques - Convention de gestion du domaine terrestre et maritime de Conservatoire du littoral - Site "Etang de Vic" - Autorisation de signature

Monsieur Jean-Marc LUSSET, Vice-Président, rapporte :

En application de la convention cadre de partenariat pour la gestion du domaine terrestre et maritime avec le Conservatoire du littoral (Cdl), il est proposé la signature d'une convention de gestion pour le site « Etang de Vic »

Le site « Etang de Vic » comprend 2 secteurs : « Etang de Vic » et « Berges des Moures et de l'Arnel ». Le secteur « berges des Moures et de l'Arnel » fait l'objet, depuis 2012, d'une convention de gestion, portant sur les 16 ha de propriétés du Cdl, associant le Conservatoire d'Espaces Naturels Languedoc Roussillon (CEN L-R), la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone et le Siel. La convention ne porte pas sur ce-secteur.

Le site « Etang de Vic » est constitué d'un vaste espace littoral naturel préservé de l'urbanisation. Il intègre les étangs de Vic, de Pierre Blanche et des Moures, la lagune de Gâchon et une étroite langue de sable, sur plus de 7 km de linéaire littoral, le Lido des Aresquiers. De part et d'autre, s'étendent les autres sites du Cdl, du Bois des Aresquiers, des Salins de Frontignan et des Salines de Villeneuve qui font également l'objet de plans et de convention de gestion spécifiques.

Le site est classé en zone Natura 2000 « étangs palavasiens » et au titre des paysages - site classé « Bois des Aresquiers, étangs de Vic, d'Ingril et de Pierre Blanche ». Il s'agit d'un espace au caractère sauvage et naturel se caractérisant par :

- Un lido et des berges encore peu artificialisés par l'Homme
- Des habitats naturels typiques des systèmes lagunaires et dunaires littoraux, accueillant une grande diversité d'espèces, notamment avifaunistique.

Il fait l'objet d'usage variés, au premier rang desquels la pêche professionnelle des coquillages et des poissons, exercée à pied ou embarquée, par les pêcheurs des prud'homies de Palavas et de Thau.

La pêche de loisir sur les plans d'eau, les activités agricoles sur les berges Nord, la chasse et les activités balnéaires sur la plage des Aresquiers, sont également des usages importants notamment pour les habitants de ce territoire. Le site est par ailleurs traversé par le canal du Rhône à Sète, siège d'une navigation fluviale pour le transport et le tourisme. La fréquentation annuelle sur ce site – localisée principalement sur le Lido des Aresquiers –, est évaluée à 315 000 personnes et se déroule toute l'année avec un pic estival.

Le Conservatoire du littoral a réalisé une première acquisition, en 1982, comprenant l'ensemble du plan d'eau de l'étang de Vic. Il a été depuis complété significativement, en 2015, par des acquisitions sur les berges Nord de l'étang et l'attribution du domaine public maritime de la plage des Aresquiers et l'affectation définitive du domaine privé de l'Etat de l'étang des Moures.

Au 1^{er} janvier 2018, le Conservatoire assure la préservation de 1 631 ha sur ce site.

La gestion du site « Etang de Vic » est d'ores et déjà cadrée par plusieurs documents de référence :

- Le Docob Natura 2000 « Etangs palavasiens »,
- Le plan de gestion du site, réalisé en concertation avec les acteurs du site et approuvé par le Conservatoire du littoral en janvier 2015,
- Le plan de gestion des Salines de Villeneuve, approuvé en 2012, et qui concerne une surface de 77 ha au nord-est de l'étang de Vic hydrauliquement lié au site des Salines.

Le plan de gestion du site Etang de Vic repose sur une vision partagée, répondant à la spécificité des trois grands espaces structurant le site :

- La lagune - un étang de qualité avec de multiples usages
- Le lido - une plage sauvage et naturelle
- Les berges nord - des espaces de transition et d'expression de l'étang.

Des objectifs et un programme d'action sont fixés pour chacun de ses espaces. Par ailleurs, un arrêté préfec-

toral cadre les accès, la navigation et les usages sur les plans d'eau.

Le site Etang de Vic est situé pour la majeure partie sur le territoire de Sète Agglopolé Méditerranée (Communes de Frontignan, Vic et Mireval) et pour partie - Lido et plage des Aresquiers -, sur la Commune de Villeneuve-lès-Maguelone, sur le territoire de Montpellier Méditerranée Métropole.

Sète Agglopôle Méditerranée assure la gestion de l'ensemble des sites du Cdl situé sur son territoire, conformément à la convention cadre signée à cet effet en 2005, renouvelée en 2018.

Cette convention prévoit notamment d'établir des conventions particulières pour chaque site afin de prendre en compte les spécificités, les enjeux locaux et, le cas échéant, d'associer des partenaires à la gestion du site. Cette démarche a été conduite à ce jour sur les sites des Salins de Frontignan, du Bois des Aresquiers, du Lido de Thau et de l'Etang de Thau. La convention spécifique « Etang de Vic », n'a pas été établie dans l'attente, notamment, du positionnement de Montpellier Méditerranée Métropole sur la nouvelle compétence GEMAPI.

Montpellier Méditerranée Métropole exerce depuis le 1^{er} janvier 2018, la compétence GEMAPI. Au titre de la protection et la restauration des sites, des écosystèmes aquatiques et des zones humides, elle a conclu une convention cadre de gestion avec le Cdl offrant ainsi l'opportunité de l'associer au dispositif de gestion des sites situés sur son territoire dont celui de l'Etang de Vic, sur le lido des Aresquiers.

Le CEN L-R, association loi 1901 créée en 1990, agréée au titre de la protection de l'environnement et au titre des Conservatoires régionaux d'espaces naturels (article L. 414-11 Code de l'environnement) par l'Etat et la Région depuis le 3 novembre 2015, œuvre dans l'intérêt général, pour la connaissance et la préservation des sites et milieux naturels. Le CEN L-R a eu le soin, depuis sa création, de structurer les compétences d'une équipe de 25 permanents sur l'expertise des domaines naturalistes (faune, flore, habitats naturels, systèmes d'information géographique), du fonctionnement et de la gestion des espaces naturels. Il accorde une place importante à la formation et à la mutualisation des savoirs et des compétences avec ses partenaires dans une démarche dite d'intendance du territoire. Son action est validée par son conseil scientifique.

Dans le cadre d'un partenariat engagé depuis 2005 avec le Cdl, le CEN L-R est associé à la gestion de plusieurs sites littoraux (Salines de Villeneuve, Camargue gardoise-secteur Médard, Espiguette, Bois du Boucanet, Prés du Baugé, Lido de Thau).

Ce positionnement correspond au souhait du CEN L-R de se porter aux côtés des collectivités gestionnaires pour les accompagner au plus près du terrain et à la volonté du Cdl de favoriser un excellent état écologique de son domaine à travers l'apport de compétences naturalistes fines et d'une expérience de gestionnaire d'espaces naturels sur plus de 14000ha en région dont près de 2000ha sur le littoral. Le CEN L-R intervient ponctuellement aux côtés de Sète Agglopôle Méditerranée sur le suivi des enjeux naturalistes du site Etang de Vic, depuis plus de 10 ans.

Il est aujourd'hui nécessaire de structurer le cadre partenarial de gestion du site « Etang de Vic » pour prendre en compte de nouveaux enjeux ou opportunités et de l'élargir à Montpellier Méditerranée Métropole, en vertu de ses nouvelles compétences.

Les partenaires souhaitent en outre associer le CEN L-R plus étroitement à la gestion du site dans l'objectif :

- de se doter d'une expertise naturaliste complémentaire et un suivi écologique nécessaires pour la gestion du site,
- de contribuer à la surveillance et à la police de la nature et à la capitalisation et la valorisation des expériences de gestion sur ce territoire.

La nouvelle convention de gestion proposée, concrétisant le souhait d'un engagement durable des parties, va ainsi permettre au Conservatoire du littoral de confier à Sète Agglopôle Méditerranée, à Montpellier Méditerranée Métropole et au CEN L-R, dans la limite des responsabilités de chacun, la gestion du site terrestre et maritime « Etang de Vic ». Elle s'applique de plein droit sur le site de l'Etang de Vic aux terrains et immeubles déjà acquis affectés ou attribués, confiés ou remis en gestion par l'Etat et à ceux qui le seront postérieurement à la signature de la convention dans la limite du programme d'acquisition accepté par le conseil d'administration du Conservatoire du littoral.

La durée de la présente convention est de six ans, reconductible une fois de façon expresse par courrier du Conservatoire du littoral à l'attention des Gestionnaires.

Les signataires s'engagent à construire de manière concertée un projet pour le site et mettent en œuvre le plan de gestion du site. Ils peuvent autoriser par voie de convention temporaire, un usage ou une occupation spécifique des immeubles dès lors que cet usage ou cette occupation sont compatibles avec la mission poursuivie par le Conservatoire du littoral. Ils sont co-signataires des conventions correspondantes. Ils proposent les arrêtés (municipaux ou préfectoraux) nécessaires visant à réglementer les conditions d'accès aux terrains ou à leurs usages.

Le Conservatoire du littoral assume les obligations de propriétaire, conformément aux dispositions du Code de l'environnement. Il s'acquitte des impôts et charges foncières auxquels sont ou pourraient être assujettis les biens, objet de la convention.

Il arrête en collaboration avec les gestionnaires, dans le cadre du plan de gestion défini à l'article 5, les aménagements et les travaux nécessaires à la préservation, à la réhabilitation ainsi qu'à l'accueil du public sur le site et les études complémentaires nécessaires.

Dans le cadre de ce plan de gestion, il participe aux investissements nécessaires à la conservation, à la restauration et à l'accueil du public, dans la limite de ses disponibilités budgétaires.

Le Conservatoire du littoral contrôle la gestion du site au regard de ses objectifs statutaires et des conditions précisées dans la convention. Il procède à son évaluation et peut avoir recours à toutes expertises ou consultations extérieures. Il transmet aux gestionnaires toutes observations et suggestions nécessaires.

Sète Agglopôle Méditerranée, désigné gestionnaire référent, assure la coordination générale entre les co-gestionnaires à l'échelle du site, le secrétariat du comité de gestion du site (convocation, compte-rendu) ainsi que la rédaction du rapport d'activités annuel.

Le CEN L-R est plus particulièrement en charge :

- des agents affectés à la gestion du site : accueil du public, surveillance, conduite d'animations et respect des limites de propriété,
- de la mise en œuvre du suivi de la connaissance et la contribution à l'évaluation du plan de gestion,
- de l'animation d'un pôle garderie afin de mutualiser et organiser l'intervention des gardes du littoral,
- de la mobilisation citoyenne et la médiation avec les usagers dans le cadre d'une démarche d'intendance territoriale environnementale et sociale
- de la mise en cohérence des interventions avec la gestion du site naturel protégé des Salines de Villeneuve et du lien avec les autres sites du Conservatoire du Littoral (échanges d'expérience, participation aux réseaux).

Montpellier Méditerranée Métropole, et de manière similaire à Sète Agglopôle Méditerranée sur son territoire, est plus particulièrement en charge sur la partie située sur son territoire :

- de la responsabilité générale de gestionnaire sur les terrains localisés sur son périmètre de compétence,
- du suivi des conventions d'usages ou d'occupation et du recouvrement des recettes du domaine,
- de la mise en œuvre de travaux prévus au plan de gestion relatifs à la restauration écologique, la reconquête paysagère ou la gestion de la fréquentation du public,
- de l'entretien courant, de la maintenance et la surveillance des terrains.

Un comité de gestion, instance participative de suivi et d'évaluation de la gestion, sera mis en place sous l'autorité conjointe des signataires et regroupe, outre les signataires, des personnes et organismes associés à la gestion et susceptibles d'apporter des éléments d'information utiles au comité. Il se réunit en principe chaque année, à l'initiative du gestionnaire référent pour notamment évaluer la gestion sur la base de la méthode proposée par le Conservatoire :

- Apprécier l'état et la tendance d'évolution des enjeux identifiés d'un point de vue du patrimoine naturel, du patrimoine culturel et paysager et de l'accueil du public,
- Proposer toutes mesures propres à améliorer la situation,
- Valider la programmation budgétaire des actions et aménagements à réaliser.

Le gestionnaire référent assure le secrétariat du comité de gestion. Il adresse au Conservatoire du littoral,

avant le 30 mars de chaque année, au titre de l'année précédente un compte rendu de gestion pouvant se référer au modèle annexé à la présente convention.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver la convention de gestion du domaine terrestre et maritime du Conservatoire du littoral site « Etang de Vic » n°34-132,
- autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole à signer tous documents relatifs à cette affaire.

A l'issue d'un vote à main levée, la présente délibération est adoptée à l'unanimité.

Pour : 79 voix

Contre : 0 voix

Abstention : 0 voix

Ne prend pas part au vote : 0 voix

Fait à Montpellier, le 03/05/18

Pour extrait conforme,
le Président

Signé.

Philippe SAUREL

Publiée le : 14 mai 2018

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur
034-243400017-20180426-40527-CC

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 14/05/18

Liste des annexes transmise en préfecture:

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.